



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

## CONSEIL

### Cent soixante-sixième session

26-30 avril 2021

### Action menée par la FAO pour faire face à la covid-19: construire pour transformer

#### Résumé

La crise liée à la pandémie de covid-19 a eu des effets sans précédent sur tous les aspects de la vie humaine. L'impact économique et social se fait encore pleinement sentir alors que la maladie continue de se propager dans le monde entier. En plus du nombre de décès et de la surcharge des systèmes de santé, le virus et les mesures prises pour contenir sa propagation ont provoqué une profonde récession économique, un accroissement de l'extrême pauvreté et une insécurité alimentaire aiguë et chronique, réduisant à néant les progrès réalisés ces dernières années. Une nouvelle vague de la pandémie entraînera une nouvelle vague de restrictions et, partant, de nouvelles difficultés économiques sur fond de sécurité alimentaire et de situation nutritionnelle déjà fragiles. Il se peut que des campagnes de vaccination massives rendent à terme inutiles des restrictions économiquement préjudiciables, mais l'insuffisance des approvisionnements et l'accès inéquitable aux vaccins font que l'immunité de la population des pays à faible et moyen revenus ne sera pas atteinte d'ici à 2021.

Les marchés mondiaux devraient commencer à se remettre des effets du virus et de la récession en 2021. À court terme, cependant, les mesures prises au niveau mondial pour contenir la crise de la covid-19 ont des répercussions sur la demande et l'offre de produits agricoles. La pandémie continuera d'être une source d'incertitude pour les marchés dans les années à venir.

Le suivi des politiques mises en place face à la covid-19 montre que les systèmes agroalimentaires se sont révélés plus résilients que d'autres secteurs de l'économie, en raison des exemptions consenties aux restrictions et des politiques menées pour soutenir le bon fonctionnement de la production et des marchés agroalimentaires. Cependant l'insécurité alimentaire aiguë et chronique s'est aggravée, principalement en raison des effets de la récession mondiale, qui a frappé le plus durement les groupes les plus vulnérables par la baisse de l'emploi, des revenus et des envois de fonds de migrants. Les femmes ont été plus durement touchées du fait des multiples fonctions qu'elles assument au sein du ménage et de leur participation prédominante aux marchés agroalimentaires informels.

Le Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 appelle à mener des actions immédiates ainsi qu'à moyen et long termes pour éviter que la crise sanitaire ne se transforme en une crise alimentaire. Il vise à atténuer les effets immédiats tout en renforçant la résilience à long terme des moyens d'existence, en s'orientant vers une reprise verte et en construisant pour transformer les systèmes agroalimentaires. Face à la pandémie, la FAO a utilisé son pouvoir de rassemblement, ses données en temps réel, ses systèmes d'alerte précoce et ses compétences techniques pour faire en sorte que l'aide aille là où elle est le plus nécessaire et au moment opportun.

**Suite que les participants à la Réunion conjointe du Comité financier  
et du Comité du Programme et le Conseil sont invités à donner**

Les participants à la Réunion conjointe du Comité financier et du Comité du Programme et le Conseil sont invités à prendre note des progrès accomplis et à donner, au besoin, des orientations.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:*

Máximo Torero Cullen  
Économiste en chef  
Tél.: +39 06570 50869  
Courriel: [maximo.torerocullen@fao.org](mailto:maximo.torerocullen@fao.org)

## I. Contexte

### A. Le point sur la pandémie et ses conséquences mondiales

1. L'impact économique et social de la crise de la covid-19 se fait toujours sentir alors que la maladie continue de se propager dans le monde entier. Au 22 janvier 2021, on comptait plus de 95 millions de cas confirmés de covid-19, dont plus de 2 millions de décès (Organisation mondiale de la Santé (OMS), 21 janvier 2021). Alors que d'importants plans de relance sont maintenant mobilisés dans de nombreux pays à revenu élevé pour éviter de profondes récessions économiques, une croissance économique négative à l'échelle mondiale est inévitable.
2. Presque tous les pays traversent une «deuxième ou troisième vague d'infections». Il existe, dans les taux de morbidité et de mortalité, d'importantes différences liées aux caractéristiques de la population (structure d'âge, nutrition et état de santé, notamment), au calendrier des mesures prises face à la pandémie, ainsi qu'à l'état de préparation et à la qualité des systèmes de santé.
3. Les régions en développement ont été plus gravement touchées par la deuxième ou la troisième vague que par la première. Par exemple, la pandémie pose un problème croissant en Afrique, avec près de 2,39 millions de cas et 55 600 décès signalés par l'OMS au 22 janvier 2021. En janvier, le taux de mortalité sur le continent a dépassé 2,4 pour cent, contre 2,2 pour cent au niveau mondial, et les systèmes de santé sont mis à rude épreuve<sup>1</sup>.
4. Une nouvelle vague d'infections virales dans les pays à faible revenu pourrait entraîner une nouvelle vague de restrictions, inversant les assouplissements précédents. Cela pourrait créer de nouvelles difficultés économiques dans un contexte de sécurité alimentaire et de nutrition déjà fragile, et face à d'autres menaces qui pèsent sur les économies et les systèmes agroalimentaires, y compris une invasion de criquets pèlerins qui a endommagé des dizaines de milliers d'hectares de terres cultivées et de pâturages.
5. Le Rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (SOFI) 2020 a estimé que, du fait de la covid-19, 83 à 132 millions de personnes supplémentaires pourraient venir gonfler le nombre total de celles qui souffrent de sous-alimentation chronique dans le monde en 2020, en fonction du scénario de croissance économique utilisé pour établir les estimations<sup>2</sup>.
6. Le Rapport mondial sur les crises alimentaires de septembre 2020 a estimé qu'entre 101 et 104,6 millions d'habitants de 27 pays étaient en situation de crise ou pire (phase 3 ou supérieure de l'Integrated Food Security Phase Classification/Cadre Harmonisé (IPC/CH)), selon des analyses effectuées entre mars et septembre 2020<sup>3</sup>. Pour ces mêmes 27 pays, en 2019, ce chiffre était d'environ 97,6 millions. Bien qu'il soit difficile de distinguer les effets précis de la covid-19 de ceux d'autres facteurs de stress, l'analyse que fait le rapport de la sécurité alimentaire montre que la pandémie a eu un effet aggravant sur les facteurs de crise alimentaire préexistants et actuels, principalement sous la forme d'une baisse de l'activité économique qui, liée aux restrictions imposées face à la covid-19, a entraîné des pertes de revenus et une réduction du pouvoir d'achat des ménages.
7. La Banque mondiale estime que la covid-19 fera basculer 88 à 115 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté, mesurée au seuil international de pauvreté de 1,90 USD par jour par rapport à un scénario de référence<sup>4</sup>. Le nombre total pourrait atteindre 150 millions d'ici à 2021, selon la gravité de la contraction économique. Les chiffres indiquent, pour la première fois

<sup>1</sup> BBC News, basé sur des données de l'Université Johns Hopkins. Coronavirus: Africa infections rising sharply in worst-affected countries. <https://www.bbc.com/news/world-africa-53181555>.

<sup>2</sup> FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2020. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable. Rome, FAO.

<sup>3</sup> 2020 Global Report on Food Crises, September 2020 update «In times of COVID 19». [https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2020\\_September\\_Update\\_0.pdf](https://www.fsinplatform.org/sites/default/files/resources/files/GRFC2020_September_Update_0.pdf).

<sup>4</sup> Le scénario de base prévoit une contraction de la croissance mondiale d'environ 5 pour cent en 2020, contre une contraction de 8 pour cent pour le scénario pessimiste.

depuis une génération, un inversement des gains réalisés dans la réduction de la pauvreté mondiale. On estime que l'extrême pauvreté touche entre 9,1 et 9,4 pour cent de la population mondiale en 2020. Cela représenterait un retour au taux de 9,2 pour cent de 2017, alors que le taux de pauvreté mondial devait, en l'absence de pandémie, tomber à 7,9 pour cent en 2020<sup>5</sup>.

### *B. Accès à la vaccination*

8. La création d'une immunité collective contre la covid-19 par une vaccination massive pourrait, en fin de compte, éviter d'avoir à imposer des restrictions, du moins dans une large mesure<sup>6</sup>. Après la mise au point de divers vaccins efficaces, le monde assiste à la plus grande campagne de vaccination de l'histoire. Au 20 janvier, plus de 52 millions de doses avaient été administrées dans 51 pays<sup>7</sup>. Toutefois, la majeure partie des vaccinations, jusqu'à présent, s'est limitée aux pays à revenu élevé et à certains grands pays en développement. L'OMS met en garde contre les risques graves de distribution inéquitable et de manque de vaccins pour les pays pauvres, car les pays à revenu élevé sont économiquement plus à même de se procurer des vaccins pour leur population. Dans le même temps, l'OMS dirige, en partenariat avec les fabricants de vaccins, l'initiative mondiale COVAX, qui doit assurer un accès équitable à des vaccins sûrs et efficaces dans le monde entier.

9. En Afrique, COVAX a prévu 600 millions de doses de vaccins pour le continent, tandis que l'Union africaine en a obtenu 270 millions supplémentaires. La vaccination par COVAX ne devrait pas commencer avant avril 2021, mais les fournitures obtenues à ce jour sont nettement insuffisantes pour les 1,2 milliard d'habitants du continent. Cela signifie que les restrictions vont se poursuivre, voire s'intensifier, face à une nouvelle vague d'infections.

## **II. Évaluation par la FAO de l'évolution des marchés alimentaires, de la sécurité alimentaire et de la nutrition**

### *C. L'état des marchés alimentaires*

10. Les récentes projections de la FAO<sup>8</sup> confirment l'affaiblissement de la croissance de la demande au cours de la prochaine décennie. La consommation par habitant de nombreux produits devrait rester stable au niveau mondial, ce qui fait de la croissance démographique le principal moteur de la croissance de la consommation. La croissance prévue de la demande devrait s'accompagner de gains d'efficacité dans la production végétale et animale, ce qui maintiendra les prix agricoles corrigés de l'inflation à peu près à leur niveau actuel. Le commerce international restera essentiel pour la sécurité alimentaire des pays importateurs d'aliments et pour les moyens d'existence des populations rurales des pays exportateurs. Les simulations indiquent également que, à court terme, les mesures prises au niveau mondial pour contenir l'épidémie de covid-19 ont des répercussions sur la demande et l'offre de produits agricoles. La pandémie continuera d'être une source d'incertitude sur les marchés.

11. Les perspectives économiques mondiales pour la décennie à venir restent positives malgré la profonde récession de 2020, qui devrait réduire le produit intérieur brut (PIB) mondial de 4,4 pour cent. Les pénuries de main-d'œuvre dans le secteur de la transformation, les contraintes commerciales et les réductions de la consommation de carburant pour les transports dues à la covid-19 ont également été prises en compte pour les estimations de 2020. Pour 2021, une croissance du PIB mondial supérieure à la tendance de 5,2 pour cent devrait permettre de récupérer partiellement les pertes économiques.

---

<sup>5</sup> <https://blogs.worldbank.org/opendata/september-2020-global-poverty-update-world-bank-new-annual-poverty-estimates-using-revised>.

<sup>6</sup> Cependant, certains producteurs de vaccins ont averti que la covid-19 pourrait devenir une maladie endémique et qu'il faudrait que les vaccins luttent contre l'émergence de nouveaux variants et une diminution naturelle de la réponse immunitaire.

<sup>7</sup> <https://www.bloomberg.com/graphics/covid-vaccine-tracker-global-distribution/>.

<sup>8</sup> Les projections données dans le présent document sont une mise à jour des Perspectives agricoles de l'OCDE-FAO 2020-2029, publiées en juillet 2020.

12. Les graves pertes de revenus causées par la pandémie de covid-19 devraient avoir interrompu la croissance de la consommation alimentaire en 2020. Devrait avoir été touchée, en particulier, la consommation d'huile végétale et de produits de l'élevage, plus gravement encore dans les pays à faible revenu. La consommation d'aliments de base sera moins touchée, les ménages devant consacrer une part plus importante de leurs revenus réduits à l'achat de céréales, racines et tubercules moins chers et de légumineuses pour couvrir leurs besoins de base. À court terme, la prédominance d'une alimentation fondée sur les produits de base dans les pays à faible revenu augmentera en raison de la pandémie. Les incidences à moyen terme sur la consommation alimentaire dépendront de la reprise économique dans le monde, ainsi que de l'impact socioéconomique plus large de la pandémie.

13. La production agricole mondiale devrait augmenter de 13 pour cent entre 2017-2019 et 2029, soit à un rythme plus lent que pendant la décennie précédente. Toutefois, la situation mondiale à moyen terme masque d'éventuels effets négatifs à court terme sur la production alimentaire et agricole des différents pays concernés par le suivi des marchés agroalimentaires effectué par la FAO, dont il est question ci-dessous (section II.D). Une analyse pays par pays montre que les restrictions de mouvements liées à la covid-19 (y compris les passages de frontières) ont perturbé le flux des intrants agricoles achetés, en particulier importés, ce qui peut avoir affecté les rendements et la production. Si des restrictions de mouvements, notamment transfrontières, sont réimposées suite à la deuxième vague d'infections virales, la pression à la baisse sur la production se poursuivra. La production agricole continuera de subir des changements structurels, passant de cultures vivrières à des cultures fourragères et à la production animale dans la prochaine décennie. La covid-19 devrait temporairement ralentir cette transition en 2020, mais la tendance devrait reprendre à partir de 2021.

14. Selon les projections à moyen terme, les prix des principaux produits agricoles devraient rester globalement stables jusqu'en 2029, car l'augmentation de la demande devrait être satisfaite par des gains d'efficacité dans la production. Les prix corrigés de l'inflation devraient baisser en 2020, se redresser jusqu'en 2026, puis reprendre leur tendance à la baisse. Compte tenu de la nouvelle vague confirmée de la pandémie, qui frappe particulièrement les pays en développement et entraîne de nouveaux blocages et restrictions dans les pays à revenu élevé, le calendrier et l'ampleur de la reprise économique mondiale restent incertains.

15. Sur le plan commercial, si certains pays ont imposé des restrictions dans le but de limiter les effets potentiellement négatifs de la pandémie sur les marchés agricoles intérieurs, la plupart de ces mesures ont été, heureusement, temporaires et de courte durée. L'expérience des crises passées a prouvé qu'il faut éviter de restreindre les échanges, car cela génère généralement une incertitude sur le marché et peut entraîner des pics de prix soudains et une volatilité accrue des prix. Cela peut également entraîner une perte de confiance dans les marchés mondiaux, notamment de la part des pays importateurs. Il importe que les gouvernements évitent de recourir à ces mesures et veillent plutôt à ce que les marchés soient ouverts et à ce que les échanges commerciaux se poursuivent sans heurts. Cela est essentiel au bon fonctionnement des filières agroalimentaires.

#### *D. Suivi des mesures prises face à la covid-19*

16. La plupart des analyses de la présente section se fondent sur le suivi de plus de 30 pays et d'une communauté économique régionale (la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)) effectué par le mécanisme «Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, durabilité et transformation» (FIRST) mis en place avec l'Union européenne. Ce mécanisme suit les mesures spécifiques prises par chaque pays face à la covid-19 et leurs effets sur les systèmes agroalimentaires et les groupes vulnérables<sup>9,10</sup>. L'analyse, qui couvre la période qui va de mai à août 2020, a été préparée par les correspondants FIRST en poste dans les ministères nationaux concernés. Les rapports de suivi sont destinés à faciliter la prise de décisions. Les principaux résultats de l'exercice sont brièvement décrits ci-dessous.

---

<sup>9</sup> <http://www.fao.org/2019-ncov/resources/country-profiles/fr/>.

<sup>10</sup> Certains des profils de pays sont produits en collaboration avec le Réseau mondial contre les crises alimentaires.

17. **Après de brèves perturbations dues aux restrictions destinées à contenir la propagation de la covid-19, les marchés le long des filières agroalimentaires nationales s'étaient, à la fin de la période étudiée, largement stabilisés.** Les mesures initiales applicables au secteur agroalimentaire comprenaient la distanciation sociale, les restrictions de mouvements, les couvre-feux, la fermeture de certaines catégories de marchés (marchés de rue et de plein air, par exemple) et la limitation des mouvements interrégionaux et/ou transfrontières des personnes et des marchandises. La stabilisation des marchés alimentaires peut être attribuée à deux facteurs principaux: a) l'assouplissement progressif des restrictions; et b) la mise en œuvre de politiques favorables au secteur agroalimentaire.

18. Les pays ont progressivement assoupli leurs restrictions, excluant parfois les zones qui présentaient un taux élevé d'infection par la covid-19. Cet assouplissement s'est expliqué par des préoccupations relatives aux conséquences économiques des mesures, par l'évolution favorable des taux d'infection et, dans certains pays, par la pression populaire.

19. Les politiques alimentaires et agricoles ont visé à faciliter le fonctionnement des filières agroalimentaires, tandis que toutes les activités liées à l'alimentation et à l'agriculture ont été jugées essentielles. Il a été adopté deux grandes catégories de mesures:

- i. Les agriculteurs, les négociants en produits alimentaires et les travailleurs de la filière agroalimentaire (transporteurs, ouvriers d'usines de transformation ou de magasins d'alimentation) ont été parmi ceux généralement exemptés de confinement et des restrictions relatives au travail et à la mobilité.
- ii. Les gouvernements ont activement soutenu l'agriculture et la production alimentaire locales en accordant des subventions, en distribuant directement des intrants agricoles, en ouvrant des terres à la culture, en encourageant la mécanisation et le jardinage domestique et en facilitant l'accès des agriculteurs et des petites et moyennes entreprises (PME) au crédit.

20. En ce qui concernait les restrictions à l'exportation et la fermeture des frontières, plusieurs pays se sont efforcés de garantir l'approvisionnement des marchés et les flux d'exportation par le biais d'accords régionaux (par exemple, la CEDEAO) ou d'accords bilatéraux avec les pays voisins. Toutefois, malgré les exemptions accordées au système agroalimentaire, les mouvements transfrontières et interrégionaux d'aliments et d'intrants ont été perturbés ou ont subi d'importants retards, en particulier aux premiers stades des restrictions.

21. **Malgré la stabilisation progressive du fonctionnement des marchés agroalimentaires, on s'attend à une importante augmentation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition aiguë et chronique. Cette situation est due à une forte réduction de l'activité économique, qui a entraîné une importante diminution de l'emploi, des revenus et de l'accès à une alimentation appropriée et saine, en particulier parmi les groupes vulnérables. En outre, les perturbations même temporaires des marchés ont entraîné des pénuries alimentaires et une élévation des prix, en particulier dans les zones urbaines et celles éloignées des points d'approvisionnement, et réduit l'accès aux intrants. Cela a eu des répercussions supplémentaires sur les moyens d'existence des populations plus vulnérables.**

22. Les chocs liés à la covid-19 ont contraint les groupes vulnérables à recourir à des stratégies d'adaptation qui peuvent avoir, à long terme, des effets néfastes, comme la vente d'actifs productifs (terres ou bétail), la réduction des dépenses d'éducation et l'évolution des régimes alimentaires vers les aliments de base et l'abandon d'aliments nutritifs plus coûteux.

23. La crise économique dans les destinations de migration a réduit les envois de fonds. Les travailleurs migrants ont été contraints de retourner dans les zones rurales, ce qui a mis à rude épreuve les ménages d'accueil et fait baisser les salaires ruraux. L'une des principales préoccupations que suscitent les effets de la covid-19 est l'endettement croissant des pauvres et des quasi-pauvres qui n'ont accès ni aux sources de crédit classiques ni aux programmes de soutien.

24. Dans presque tous les pays, la crise a touché les femmes plus que les hommes. Les fermetures, les quarantaines et autres mesures de confinement à domicile se sont traduites par une augmentation de l'incidence des violences domestiques. Les fermetures de marchés agroalimentaires

informels, en particulier dans les zones urbaines, ont touché les femmes entrepreneurs qui y sont souvent dominantes. L'énorme pression exercée sur les systèmes de santé ou l'accent presque exclusif placé sur la covid-19 ont détourné les ressources de la gestion de la malnutrition aiguë et d'autres maladies, y compris des programmes de soins pré et postnatals. La fermeture des écoles a entraîné l'interruption de programmes d'alimentation scolaire qui, pour de nombreux enfants, sont une source essentielle de nutrition.

25. Les gouvernements ont, avec des partenaires de développement et humanitaires, soutenu les moyens d'existence des groupes vulnérables dans presque tous les pays étudiés. L'extension des programmes de protection sociale existants ou la mise en place de nouveaux programmes a considérablement aidé à soutenir les moyens d'existence. D'autres programmes prévoient un soutien nutritionnel, des prestations d'emploi, une aide financière et une facilitation du crédit. Ces mesures, cependant, n'ont pas suffi à compenser les effets de la récession.

26. **La covid-19 est un fardeau supplémentaire pour les systèmes politiques et sociaux, en particulier dans les pays déjà confrontés à des crises alimentaires. La crise de la covid-19 a aggravé les effets des conflits et autres chocs (événements climatiques extrêmes, ravageurs, maladies, notamment) qui menacent la disponibilité et l'accès à la nourriture.** La combinaison des effets des conflits, des chocs économiques, des sécheresses et des inondations persistantes, de la propagation des criquets pèlerins, de la dépendance aux importations et des autres vulnérabilités politiques et sociales existantes est actuellement exacerbée par cette crise. La capacité d'adaptation des groupes vulnérables qui subissent ou risquent de subir des conflits et des violences, des déplacements, un refus d'accès aux moyens d'existence et des niveaux d'insécurité alimentaire endémiques a été encore davantage compromise par les restrictions imposées pour empêcher la propagation de la covid-19.

27. **Le soutien apporté aux systèmes agroalimentaires et aux moyens d'existence pour faire face à la pandémie a été financé par de nouvelles ressources (provenant des budgets nationaux ou du soutien de donateurs), mais aussi par le transfert vers la gestion de la crise de ressources des gouvernements et de leurs partenaires destinées aux programmes de développement.** Dans de nombreux pays, le secteur de la santé a été prioritaire dans le soutien apporté par les gouvernements et les donateurs. Des ressources ont également été mobilisées pour soutenir la protection sociale, assurer la survie des petites et moyennes entreprises (PME) agroalimentaires et aider d'autres secteurs productifs à faire face à la crise. Dans presque tous les pays concernés par l'exercice de suivi, les gouvernements et les donateurs ont réorienté les programmes existants pour faire face à la crise de la covid-19. À moins que de nouvelles ressources puissent être mobilisées, cette réorientation compromettra le développement à long terme et entravera la réalisation de progrès vers des systèmes agroalimentaires inclusifs, résilients et durables.

28. **La gestion des crises sanitaire et économique a sapé les structures et les capacités de gouvernance, en particulier dans les contextes fragiles.** Presque tous les pays ont mis en place, pour gérer la crise, des structures de coordination centralisées réunissant plusieurs ministères. Dans certains pays, des mécanismes ont également été mis en place pour coordonner les actions d'un grand nombre de partenaires techniques et financiers. Ces efforts de coordination, cependant, n'ont pas tous été couronnés de succès et l'on a observé, dans de nombreux cas, une prolifération d'initiatives non coordonnées et de projets dispersés. Certains pays ont délégué les décisions relatives à la conception et à la mise en œuvre des programmes aux autorités locales, tandis que d'autres ont consolidé les réponses au sein de structures centralisées.

29. **Les flux d'information nécessaires à l'élaboration de politiques fondées sur des éléments probants ont été, dans de nombreux pays, largement insuffisants,** notamment en ce qui concernait a) les flux entre le «centre» et les lieux décentralisés; b) le fonctionnement des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays en crise; et c) la diffusion d'informations sur les marchés et les prix des aliments et l'accès à ces informations. En outre, l'absence de données en temps réel sur les groupes vulnérables et les résultats des programmes (suivi et évaluation) a créé une confusion et compromis l'efficacité des activités.

### III. Le Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19

30. Le Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 est un «programme-cadre» qui recouvre tous les projets et programmes menés dans sept domaines de travail prioritaires dans le contexte de la réponse à la pandémie. Il assure, pour la production de rapports, un suivi global axé sur les résultats tout en coordonnant le soutien technique et l'assistance politique demandés par les services internes. À travers lui, l'Organisation met en œuvre une approche intégrée et globale pour faire face de manière proactive aux effets socioéconomiques de la pandémie, en plus de la réponse d'urgence et humanitaire, en apportant aux gouvernements un soutien concret axé sur la demande.

31. Le Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 a également permis aux partenaires de mettre à profit le pouvoir de mobilisation, les données en temps réel, les systèmes d'alerte précoce et les compétences techniques de l'Organisation pour faire en sorte que l'aide aille là où elle est le plus nécessaire et au bon moment.

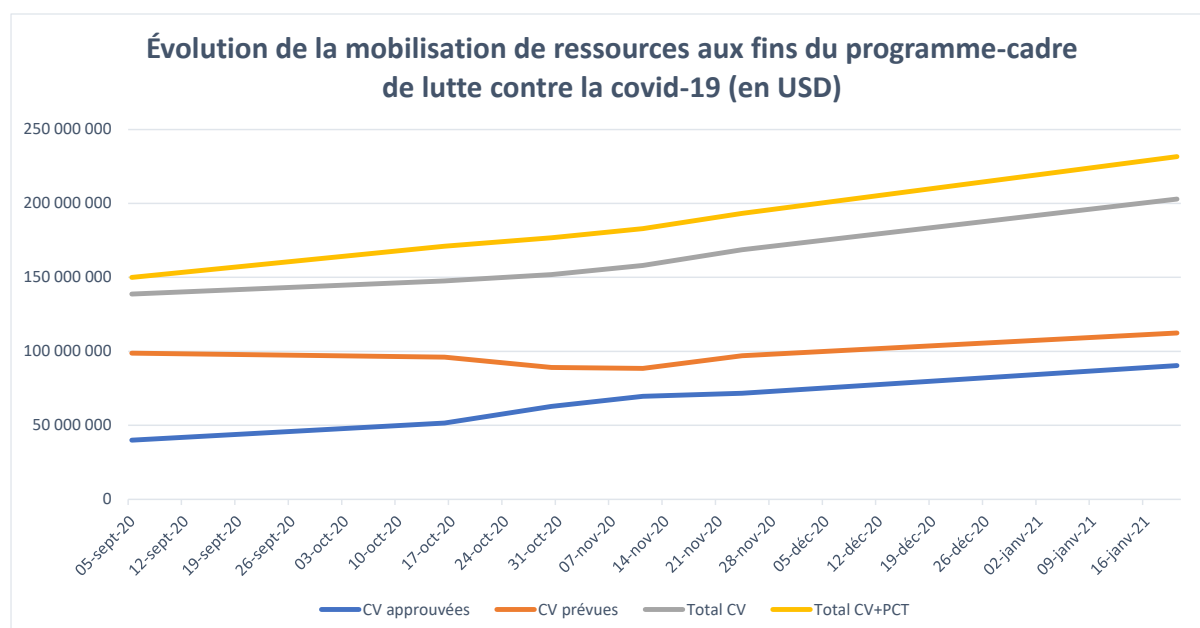
32. Avec des besoins opérationnels totalisant 1,32 milliard d'USD, ce programme avait, à la mi-janvier 2021, reçu des contributions confirmées et annoncées totalisant 231 millions d'USD, soit environ **18 pour cent de l'objectif**. Les contributions volontaires, destinées à la fois à des projets de développement et à des projets d'urgence, s'élevaient à 203 millions d'USD, dont 90 millions d'USD de contributions approuvées et 112 millions d'USD de contributions prévues. Les ressources de la FAO actuellement investies dans le Programme s'élèvent à 29 millions d'USD.

33. Suivant l'évolution de la pandémie, la part des contributions volontaires approuvées axées sur le développement est passée d'un niveau initial de 9 pour cent à 23 pour cent des contributions approuvées. Les contributions volontaires visant des objectifs de développement sont passées d'un pourcentage initial de 37 pour cent à la part actuelle de 64 pour cent des contributions prévues. Il semble donc que les contributions au Programme évoluent d'une approche fondée sur l'urgence vers une approche fondée sur le développement. En conséquence, la réponse apportée par la FAO à la covid-19 s'oriente actuellement vers le redressement, avec des interventions à moyen et long termes.

34. La Belgique, le Canada, les États-Unis, le Japon, l'Union européenne, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires et la Banque mondiale sont actuellement les principaux partenaires qui investissent dans le Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19. Leurs contributions approuvées et prévues s'élèvent actuellement à 164 millions d'USD, soit environ 81 pour cent des contributions volontaires reçues et promises.

35. En ce qui concerne l'orientation régionale, c'est l'Afrique qui a reçu à ce jour le plus grand nombre de contributions volontaires et de ressources de la FAO, avec 33 pour cent du total, suivie de la région Amérique latine et Caraïbes et de la région Asie et Pacifique, toutes deux représentant actuellement 17 pour cent. En revanche, les fonds alloués au Proche-Orient et à l'Afrique du Nord (15 pour cent) ainsi qu'à l'Europe et à l'Asie centrale (6 pour cent) montrent qu'il est nécessaire de rééquilibrer les priorités régionales.





36. Les points forts des principales activités menées dans chacun des sept domaines de travail sont les suivants:

**a) *Le Plan de réponse humanitaire global: faire face aux effets de la covid-19 et préserver les moyens d'existence dans les contextes de crise alimentaire***

Ce domaine de travail prioritaire traite de la contribution de la FAO au Plan de réponse humanitaire global lancé par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires en avril 2020 pour combattre la covid-19. Le Plan a pour objet d'étudier l'effet de la covid-19 dans les pays qui connaissent des crises humanitaires et la réponse à y apporter. De mars à la fin d'octobre 2020, la FAO a soutenu, par exemple par des transferts d'espèces, des intrants agricoles et une assistance technique, les moyens d'existence de 2 670 624 ménages (soit 15 044 444 personnes), quelque 44 pour cent des bénéficiaires étant des femmes. En outre, plus de 5 millions de ruraux ont bénéficié de campagnes de sensibilisation destinées à réduire la transmission le long de la chaîne de valeur.

Outre la covid-19, la FAO a aidé plusieurs pays à faire face à de multiples risques tels que les conflits, les phénomènes météorologiques extrêmes et les ravageurs des plantes. Les fonds sont alloués de manière polyvalente, portant sur plusieurs facteurs de vulnérabilité afin d'aider à mieux reconstruire et d'accroître la résilience des moyens d'existence des communautés touchées, non seulement par la covid-19, mais aussi par d'autres menaces à la sécurité alimentaire. L'adaptation et la reprogrammation d'interventions d'urgence et de résilience existantes ont renforcé la capacité de la FAO à répondre aux nouveaux besoins des communautés dépendantes de l'agriculture dans le sillage de la covid-19. Comme le financement de la réponse apportée par le secteur de la sécurité alimentaire à la covid-19 reste limité, la FAO a largement recouru aux financements du Plan de réponse humanitaire global et aux programmes pluriannuels de renforcement de la résilience pour répondre aux besoins supplémentaires des populations les plus touchées.

La réponse de la FAO est centrée sur l'individu et une attention particulière est consacrée aux besoins des femmes et à leur autonomisation. Tout au long de la pandémie, on a particulièrement veillé à mener, sur les risques, une communication qui tienne compte du genre, et à mobiliser la communauté pour réduire le risque de transmission de la covid-19 le long de la chaîne de valeur alimentaire, en particulier dans les zones isolées et difficiles

d'accès où la FAO opère. Les activités de sensibilisation menées pour atténuer le risque de transmission ont également ciblé des groupes aux moyens d'existence spécifiques tels que les pasteurs nomades, les petits producteurs d'aliments frais et les vendeurs des marchés alimentaires informels.

***b) Des données au service de la prise de décisions: garantir des données et des analyses de qualité qui permettent d'élaborer des politiques efficaces à l'appui des systèmes alimentaires et de l'objectif Faim zéro***

Des collectes rapides de données sur la sécurité alimentaire ont été mises en œuvre dans 19 pays<sup>11</sup> sur la base d'une version adaptée de l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue. Les données ont été recueillies par entretien téléphonique et les recenseurs formés à distance. Les données sont représentatives au niveau national et au premier échelon administratif, ce qui permet d'effectuer une analyse spatiale de l'impact de la covid-19. Des rapports d'analyse par pays sont actuellement produits pour être partagés avec les partenaires nationaux.

Afin d'exploiter des sources de données innovantes, la FAO a créé un laboratoire destiné à encourager l'utilisation de la science des données et de sources non conventionnelles pour aider les Membres à faire face à la pandémie. Il a été lancé, à la mi-avril 2020, un outil de mégadonnées, plateforme interactive automatisée qui publie des informations en temps réel mises à jour quotidiennement. Cet outil recueille chaque jour les prix alimentaires, les tweets et les actualités qui permettent d'analyser l'impact qu'a la covid-19 sur les chaînes alimentaires. Une analyse d'opinion a été ajoutée pour détecter les premiers signaux de troubles sociaux dans le monde. Toutes les données sont accessibles et consultables grâce à un moteur de recherche sémantique et sont disponibles via la plateforme géospatiale Main dans la main.

Un plan d'adaptation des méthodes de collecte de données agricoles a été déployé dans les pays où le programme d'enquête agricole et rurale intégrée (AGRIS) a été mis en œuvre en accord avec les partenaires nationaux. Cela a entraîné, dans certains cas, un report temporaire des activités de terrain (Cambodge, Équateur, Ouganda) ou la fusion de cycles d'enquête (Arménie). Des formations à distance de recenseurs et de superviseurs ont été dispensées dans d'autres pays.

Une collaboration étroite entre le Siège et les bureaux de pays a permis d'aider efficacement les pays à renforcer leurs capacités de redressement pour l'après-covid-19. Au Mexique, la FAO a renforcé la capacité du Secrétariat à l'agriculture et au développement rural à financer les investissements réalisés dans le secteur agroalimentaire de la manière la plus rationnelle possible par rapport au coût. Des travaux similaires sont en cours au Paraguay et en Ouganda. En outre, la FAO élabore un nouvel indicateur mensuel du taux de protection nominal qui permettra d'évaluer en temps quasi-réel l'effet incitatif ou dissuasif que les différentes mesures adoptées pendant la pandémie auront pu produire sur les chaînes de valeur agricoles. Cet indicateur se concentre sur les aliments de base les plus consommés par les pauvres et les personnes souffrant d'insécurité alimentaire et cible 30 pays à revenu faible et moyen. Il servira à recommander des mesures efficaces propres à faciliter la reprise économique.

---

<sup>11</sup> Afghanistan, Burkina Faso, Cameroun, El Salvador, Éthiopie, Guatemala, Haïti, Iraq, Libéria, Mozambique, Myanmar, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Somalie, Tchad et Zimbabwe.

***c) Inclusion économique et protection sociale pour une réduction de la pauvreté: interventions en faveur des pauvres dans le contexte de la covid-19 pour garantir une reprise économique inclusive au lendemain de la pandémie***

Dans ce domaine de travail prioritaire, les activités ont été considérablement modifiées pour s'adapter au tableau combiné qu'offraient la pandémie de covid-19 et les mesures prises par les gouvernements pour enrayer sa propagation en 2020. Pour atténuer les effets néfastes de la pandémie et promouvoir une reprise économique inclusive par la suite, la FAO a aidé à étendre la protection sociale pour mieux atteindre et servir les groupes mal desservis, renforcé l'inclusion économique durable des petits producteurs, accru l'autonomisation économique des femmes rurales et protégé l'emploi rural.

En matière de protection sociale, les activités ont consisté à renforcer, dans les pays, cette protection pour qu'elle soit réactive aux chocs face à la covid-19 (Rwanda, Somalie), à y faciliter son extension (Cambodge, Myanmar, Philippines et Viet Nam) et à la lier aux moyens d'existence agricoles et ruraux, y compris la production de maïs à petite échelle (Égypte, Maroc, Soudan et Zambie), la pêche et l'aquaculture (plusieurs pays), les chaînes de valeur forestières (Chine, Kenya), les communautés agropastorales (Kenya), les travailleurs ruraux informels travaillant en coopératives (Côte d'Ivoire) et la gestion des ressources naturelles (Asie et Pacifique).

La FAO a utilisé les technologies numériques pour renforcer l'inclusion économique durable des petits producteurs dans le contexte de la covid-19. En Tunisie, par exemple, les organismes ayant leur siège à Rome ont aidé le Ministère de l'agriculture à aider les petits exploitants à maintenir leur production, leur productivité et leur accès aux marchés, en particulier grâce à une utilisation accélérée des technologies de l'information et de la communication. Le Mécanisme forêts et paysans a recentré une grande partie de son activité face à la covid-19, y compris en promouvant le commerce électronique et d'autres moyens de livraison pour permettre aux organisations de producteurs de commercer et de se créer de nouveaux débouchés compatibles avec la distanciation sociale.

La FAO a continué, dans le contexte de la covid-19, de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Elle a, par exemple, coorganisé, pour les parlementaires de la CEDEAO, une série de dialogues virtuels destinés à faciliter l'apprentissage, par les pairs, de l'égalité des sexes et de la résilience des systèmes alimentaires face à la covid-19. Les clubs Dimitra ont été utilisés, au niveau local, comme moyen d'accroître l'accès à l'information, de promouvoir le leadership et la participation des femmes et de faciliter les changements de comportement. Dans les petits États insulaires en développement (PEID), la FAO a aidé les chaînes de valeur qui tiennent compte de l'égalité des sexes à surmonter les effets néfastes de la pandémie de covid-19 sur les moyens d'existence des populations rurales et les inégalités sociales et économiques croissantes dans l'accès aux marchés.

La FAO a aidé à concevoir et à mettre en œuvre des initiatives qui favorisent l'emploi décent des jeunes dans les systèmes agroalimentaires face à la covid-19. Par exemple, le programme régional qu'elle met en œuvre avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) sur les perspectives des jeunes en Afrique a aidé les parties prenantes à se consulter dans le contexte de la covid-19. L'approche pays intégrée pour la promotion d'un emploi décent des jeunes dans les systèmes agroalimentaires s'est adaptée à la crise de la covid-19 en utilisant des webinaires et des dialogues en ligne, et en soutenant sur le court terme les moyens d'existence des jeunes travailleurs et migrants.

**d) Normes relatives au commerce et à la sécurité sanitaire des aliments: faciliter et intensifier le commerce de produits alimentaires et agricoles pendant et après la pandémie de covid-19**

Dans le contexte de la covid-19, la FAO a continué de surveiller les marchés mondiaux et nationaux de produits de base et la situation de la sécurité alimentaire dans chaque pays, fournissant des informations actualisées sur les prix mondiaux et nationaux, la production, la consommation et le commerce des principaux produits de base, y compris les produits de la pêche, et émettant des alertes pour permettre des interventions rapides. À l'appui de l'élaboration de politiques, elle a entrepris de suivre et d'analyser les indicateurs de soutien aux politiques agricoles de huit pays d'Europe de l'Est pour lesquels aucun indicateur n'était disponible auparavant.

Un certain nombre de projets de coopération technique liés au commerce sont mis en œuvre dans toutes les régions avec, notamment, le renforcement des capacités dans les systèmes d'information sur les marchés et de suivi des politiques (en Europe orientale et en Asie centrale), le renforcement des capacités d'exportation de produits sûrs et de qualité dans le secteur de l'élevage (membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)), le développement des capacités institutionnelles et techniques de production d'aliments sûrs par la mise en œuvre de mesures de sécurité sanitaire des aliments et de systèmes de certification (Cambodge), et l'appui à la mise en place de systèmes alimentaires résilients (Pérou).

La FAO a également aidé la Commission de l'Union africaine à élaborer un cadre pour l'intensification du commerce intra-africain de biens et de services agricoles à l'appui de la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine et à mieux rendre compte, dans le cadre de l'examen biennal, de la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et des engagements de la Déclaration de Malabo.

Enfin, la FAO a produit de nombreux mémoires, publications et notes d'orientation pour aider les Membres à adopter, face à la covid-19, des mesures et des stratégies qui ne faussent pas le commerce et les marchés et évitent de perturber les filières alimentaires. Les Membres ont également bénéficié d'une formation en ligne et d'un échange d'informations par le biais de réseaux internationaux tels que le Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN), le Réseau d'experts du commerce agricole en Europe et en Asie centrale (ATEN) et le réseau FISHINFO.

**e) Renforcer la résilience des petits exploitants pour les aider à se relever: protéger les plus vulnérables, favoriser la reprise économique et renforcer les capacités de gestion des risques**

Le programme de renforcement de la résilience comprend une série d'interventions complémentaires sensibles et spécifiques à la covid-19 destinées à protéger les populations rurales et urbaines les plus vulnérables, à promouvoir une reprise économique transformatrice et à renforcer les capacités et les institutions à des fins de résilience.

Cette action prioritaire se concentre sur les pays ou régions à faible revenu et à revenu intermédiaire les plus touchés par la covid-19 et les plus vulnérables. Les projets qui en relèvent ciblent donc les pays à haut risque et, plus particulièrement, les personnes dont les moyens d'existence sont vulnérables ou déjà affectés par les effets de la pandémie et d'autres crises et risques. Ils donnent la priorité à plus de 30 pays en situation de crise alimentaire qui prennent des mesures d'urgence dans le cadre du volet FAO du Plan de réponse humanitaire global à la covid-19, assurant un continuum d'actions pendant la reprise. Cela inclut également d'autres pays très vulnérables tels que les pays les moins avancés (PMA) et les PEID, dont les systèmes alimentaires ont été perturbés par la covid-19.

Nombre des projets approuvés ont été liés aux volets humanitaire et résilience du programme-cadre, car tous deux traitent des besoins immédiats et du renforcement des moyens d'existence à plus long terme. Au Soudan, par exemple, le projet d'amélioration de la résilience des moyens d'existence agricoles à l'aide du mécanisme Cash+ de lutte contre les inondations et la covid-19 vise les ménages vulnérables qui ont besoin d'une aide humanitaire. Ce projet vise à accroître la capacité de production agricole en améliorant l'accès aux liquidités et les moyens d'existence. D'autres projets sont fortement alignés sur la dimension de protection sociale du programme-cadre. En Bolivie, par exemple, un projet cible la population très vulnérable, y compris les populations autochtones. L'intervention vise à renforcer la résilience des communautés locales en articulant un système d'alerte précoce et d'information avec des systèmes de production résilients qui leur permettent d'affronter les chocs et menaces futurs.

**f) *Prévenir la prochaine pandémie de zoonose: renforcer et étendre l'approche «Un monde, une santé» pour éviter les pandémies d'origine animale***

La FAO a noué, avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'OMS, un partenariat tripartite dans le cadre du Système mondial d'alerte rapide (GLEWS) pour suivre la situation mondiale de la covid-19 en fournissant des mises à jour et des évaluations des risques. Ce partenariat, en outre, aide les Membres à développer leurs capacités, à mobiliser des ressources, à mettre en place des interventions d'urgence, à partager des connaissances et à procéder, à des fins de gestion, à une évaluation conjointe des risques intersectoriels ([ECR](#)), en se concentrant sur l'interface homme-animal. Son [Guide sur les zoonoses](#) fournit des conseils sur la façon, pour un pays, de se préparer à une pandémie en utilisant une approche «Un monde, une santé».

La FAO participe aux groupes d'experts de l'OMS et de l'OIE qui travaillent sur le SARS-CoV-2 à l'interface homme-animal afin de partager des données et de fournir aux Membres une évaluation des risques, des recommandations et des conseils sur la sécurité du commerce des animaux et des produits animaux, la détection du SARS-CoV-2 chez les animaux, l'évolution du virus, ainsi que des études menées pour déterminer ses origines ou sa présence chez de nouveaux hôtes animaux. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Alliance tripartite (FAO, OIE, OMS) s'est engagée à renforcer la collaboration sur les questions de politique scientifique et les priorités d'action.

Les programmes que la FAO mène actuellement sur les menaces pandémiques émergentes et l'action mondiale en faveur de la sécurité sanitaire, auxquels participent 36 pays d'Asie, d'Afrique et du Proche-Orient et qui sont mis en œuvre par le Centre d'urgence de la FAO pour la lutte contre les maladies animales transfrontières, au sein duquel collaborent la Direction de la santé animale et le Bureau des urgences et de la résilience, renforcent la capacité des pays à mettre en place et à gérer des systèmes de santé résilients en mettant l'accent sur la préparation et la réponse aux pandémies. Le [Programme de gestion durable de la faune sauvage](#) de la FAO a publié un [livre blanc](#) qui met en évidence les stratégies à suivre pour réduire les risques de propagation de maladies à l'homme liés à la faune sauvage. Parmi les autres publications clés produites par la FAO sur ce sujet, on peut citer celle consacrée aux [mesures d'atténuation des risques à prendre par les professionnels de l'élevage et de l'agriculture](#) et celle consacrée à [l'exposition des humains ou des animaux au SARS-CoV-2 par les animaux sauvages, d'élevage, de compagnie et aquatiques](#).

**g) Transformation des systèmes alimentaires: «construire pour transformer» pendant l'intervention et le redressement**

Dans ce domaine, on s'est attaché à atténuer les effets à moyen terme de la covid-19 sur les acteurs de la chaîne de valeur, à renforcer la résilience aux perturbations futures et à développer sur le long terme la solidité des institutions publiques et privées. Dans toutes les régions, les politiques et les stratégies d'atténuation nationales ont été alimentées par des flux réguliers de données et d'analyses communiqués par le biais de bulletins régionaux et nationaux.

À cet égard, la collaboration avec des organisations internationales et régionales et d'autres institutions des Nations Unies a joué un rôle central dans les interventions régionales et nationales. En Amérique latine et dans les Caraïbes, une série de bulletins sur les marchés de gros, publiés conjointement avec la Fédération latino-américaine des marchés d'approvisionnement, a permis d'éclairer les stratégies menées par les marchés de gros pour assurer l'approvisionnement alimentaire. Dans six pays d'Afrique, la FAO et l'ONUDI ont évalué les effets de la covid-19 sur les petites et moyennes entreprises de transformation d'aliments à l'appui d'environnements favorables aux entreprises et aux investissements.

Les activités de sensibilisation et de renforcement des capacités menées aux niveaux national, régional et mondial ont été mises en ligne grâce à des webinaires et à des formations sur tout un ensemble de sujets. On peut citer, par exemple, le cours de formation aux cadres juridiques applicables aux pertes et aux gaspillages alimentaires en période de covid-19, avec l'adoption de mesures législatives par certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans le nord et le nord-est de l'Afrique, on a analysé le rôle de l'innovation et de l'agriculture numérique dans le renforcement de la résilience et de la durabilité des systèmes agroalimentaires lors d'une série de neuf webinaires auxquels ont participé plusieurs organisations internationales<sup>12</sup>.

Des progrès ont également été constatés dans l'aide à l'intégration des marchés régionaux sur la base d'approches multipartites. Par exemple, un projet couvrant huit pays des Balkans et d'Asie centrale améliore l'intégration des marchés agroalimentaires, avec des effets à long terme qui devraient faciliter l'accès aux marchés, la mise en place de systèmes d'information sur les prix et l'élaboration de politiques fondées sur des éléments probants.

Dans le cadre d'interventions d'amélioration de la résilience menées dans toutes les régions, on s'est attaché à renforcer les chaînes de valeur courtes. Sur la base d'évaluations en cours, l'Arménie et la République de Moldova aideront les opérateurs des secteurs des fruits et légumes, de la pisciculture, du lait et des produits laitiers à développer leurs échanges intérieurs et transfrontières. On peut également trouver des exemples d'approches nationales similaires dans d'autres régions. Dans l'ouest du Kenya, un programme de coopération technique se concentrera sur l'horticulture, l'un des sous-secteurs les plus touchés par la covid-19 en raison de sa périssabilité, mettant également à profit les travaux menés actuellement sur les systèmes alimentaires urbains pour renforcer les chaînes de valeur courtes. Au Bhoutan, un programme de coopération technique renforcera les capacités des acteurs qui opèrent dans les chaînes de valeur de denrées périssables en milieu urbain et périurbain.

---

<sup>12</sup> Ministère de l'environnement, de l'eau et de l'agriculture d'Arabie saoudite; Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale; Fonds international de développement agricole; Union internationale des télécommunications; Banque mondiale; Centre international d'agriculture biosaline; Centre international de recherche agricole dans les zones arides; et Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

#### IV. Principaux enseignements tirés et mesures à prendre

Du suivi des politiques menées face à la covid-19, il ressort un certain nombre d'enseignements clés et de mesures correspondantes à prendre:

- a) **Renforcer et actualiser les systèmes de suivi et appuyer l'innovation dans la collecte et l'analyse de données en temps réel.** Il faudrait actualiser les systèmes de suivi pour qu'ils puissent fournir en temps utile des informations et des analyses concernant les systèmes agroalimentaires et les groupes vulnérables. Ces systèmes permettront de détecter les vulnérabilités, les nœuds critiques et les goulots d'étranglement dans les systèmes agroalimentaires, ainsi que de surveiller les risques et d'évaluer les mesures et les politiques mises en œuvre.
- b) **Lier l'action et l'investissement à court et long termes.** Il faudrait lier les mesures prises dans l'urgence à l'instauration d'un développement viable sur le long terme. La pandémie offre l'occasion de réorienter les politiques et les investissements en faveur des systèmes agroalimentaires, ce qui permettra non seulement de répondre aux besoins actuels, mais aussi de jeter les bases d'une reprise à long terme. Il faut transformer les systèmes agroalimentaires et lever les obstacles structurels pour renforcer la résilience des systèmes et des individus face aux futures pandémies.
- c) **Améliorer la coordination des politiques et traiter les problèmes structurels à long terme.** Il faut coordonner les politiques menées par les principaux acteurs institutionnels (dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture, de la santé, des finances, de la sécurité et de la planification) pour pouvoir affronter les conséquences de la pandémie, mais aussi susciter une action à long terme en vue d'une reprise. Pour que cette coordination soit efficace, il faut que les organes qui l'assurent aient un mandat et une autorité clairs qui aillent au-delà de l'action d'urgence pour renforcer la résilience et s'attaquer aux questions et vulnérabilités structurelles.
- d) **Le redressement doit être inclusif.** Il faut, dans l'esprit du Programme de développement durable à l'horizon 2030, que les mesures prises, tant pour l'aide à court terme que pour le redressement à plus long terme, se concentrent sur les plus vulnérables et ne laissent personne de côté. Il faut que les interventions reconnaissent explicitement les contraintes spécifiques auxquelles sont confrontées les femmes dans leurs multiples rôles.
- e) **Maintenir ouverts les échanges commerciaux et assurer la coopération internationale.** L'un des principaux enseignements tirés de la pandémie à ce jour est qu'il faut renforcer la coopération internationale et éviter les actions unilatérales. Il faudrait, cependant, que cette coopération inclue également l'élimination, au passage des frontières, des obstacles et des frictions qui ont causé des retards, des pénuries et des gaspillages.
- f) **Réduire les effets néfastes de la malnutrition sur la morbidité et la mortalité liées à la covid-19 et les effets de la crise économique sur la nutrition.** Il faut combattre la dénutrition, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation, car elles contribuent à accroître la morbidité et la mortalité liées à la covid-19. Toutefois, l'une des principales stratégies d'adaptation des ménages face à la perte de revenus causée par la pandémie est de réduire la consommation d'aliments nutritifs, ce qui aggrave les effets néfastes de la pandémie.